

Étudiants de BTS
Services et Prestations des Secteurs Sanitaire et Sociale
Lycée Arthur Varoquaux
10 rue Jean Moulin
54510 Tomblaine
03 83 29 28 35

Madame Simone Veil,
Ministre,

A Tomblaine, le mardi 12 mai 2015

Objet : Réponse « des jeunes générations » au discours de 2005 lors du 60^{ème} anniversaire de la Sécurité sociale.

Madame la Ministre,

Nous sommes étudiants en première année de BTS Services et Prestations des Secteurs Sanitaire et Social au Lycée Arthur Varoquaux à Tomblaine en Meurthe et Moselle, et c'est avec enthousiasme que nous souhaitons montrer comment, nous les jeunes nous donnons du sens à la Sécurité sociale en 2015 et comment nous transmettrons celui-ci dans les années à venir.

Le bien-être, la protection que nous avons aujourd'hui est possible parce qu'il existe une prise en charge des événements prévisibles ou imprévisibles entraînant une augmentation de dépenses et/ou une diminution des revenus. Rappelons que ceci est le résultat de combats de certains hommes et de femmes, comme Alexandre Parodi, Jean Laroque, Vous, Madame la Ministre, qui ne baissez jamais les bras devant ceux qui vous les tiennent⁽¹⁾. La volonté de ces derniers est d'apporter une réponse au mal causé à l'intégrité de l'homme durant la seconde guerre mondiale. La Protection sociale est un droit, qui nous sécurise, nous responsabilise et qui a pour fondement la solidarité.

Nous sommes convaincus que cette valeur est toujours d'actualité. Serions-nous capable de survivre individuellement aux maux de la société ? Serions-nous capable de faire un retour en arrière sans un accompagnement, parfois et souvent un soutien?

Après réflexion, notre génération a le courage de dire « non », car cela serait remettre en cause la dignité humaine.

Alors notre tâche n'est pas de recevoir la Protection Sociale en Héritage culturel, il est de notre devoir de faire grandir ce que les générations précédentes nous ont offert.

Vos craintes sont légitimes, de nombreux dangers pèsent aujourd'hui sur la Sécurité sociale, Vous citez dans votre discours du 3 octobre 2005, l'accoutumance, l'abus et la contamination du repli individualiste ainsi que le rejet comme des maux qui pourraient affecter le sens profond de la Sécurité sociale.

Pour arrêter cette spirale, cette « gangrène »⁽²⁾, nous réfléchissons et proposons différentes actions :

Pour lutter contre l'accoutumance, l'information sur notre système de Protection Sociale est nécessaire. Elle doit nous rappeler sa fragilité face aux maux actuels et nous responsabiliser. La participation financière des bien-portants et des actifs, et de plus en plus des inactifs comme les retraités s'explique et s'impose. Cet échange doit perdurer, mais il

doit prendre en compte l'évolution démographique et économique du pays. Le vieillissement de la population, la crise économique, fragilisent le système. Il faut trouver de nouveaux financements et devenir un citoyen responsable devant ses dépenses. Depuis plusieurs années déjà, la loi de financement de la Sécurité sociale, impose des ajustements pour faire baisser le déficit de la Sécurité sociale. Mais nous pensons que cela passe aussi par une prise de conscience partagée entre les travailleurs, les employeurs et l'Etat. Nous ne pouvons plus penser la Sécurité sociale en 2015 comme en 1945 où le plein emploi permettait un équilibre dans les comptes. En revanche, le sens donné en 1945 à la Sécurité sociale peut continuer à vivre avec une organisation différente des financements, et une modification des habitudes individuelles.

Nous devons nous adapter aux fluctuations économiques, et simplifier notre système de protection sociale.

Tout d'abord, Madame la Ministre, la création d'une commission de réflexion sur l'organisation de la Sécurité sociale, ne serait-elle pas d'actualité ? Pourquoi-pas unifier toutes les caisses ? Devons-nous être encore séparés ? N'avons-nous pas des économies à faire sur le fonctionnement ? La suppression du papier au bénéfice de l'informatique dans les bureaux administratifs est un moyen d'économie actuel vers lequel nous devons tous adhérer. La dématérialisation doit progressivement être utilisée par tous.

Ensuite, notre système de Sécurité sociale doit être mobile, et pour l'être, chacun, employeur et travailleur, doit participer au financement de la Sécurité sociale lorsqu'il connaît une période de prospérité. Imaginons des prélèvements systématiquement proportionnels aux ressources comme un prélèvement par l'impôt. Imaginons, des demandeurs d'emploi effectuant des missions de quelques heures réduisant les dépenses de certains services de Protection sociale et qualifiant l'individu dans son parcours de formation et de réinsertion dans le travail.

Enfin, la relance économique, pourrait passer par un encouragement à la consommation bienveillante, celle-ci aurait pour objectif de montrer au consommateur comment choisir son achat pour qu'il « booste » l'économie de notre pays. Selon nous, cela passe par de l'information, ce que nous n'avons pas aujourd'hui de manière formelle.

Pour lutter contre l'abus, il est nécessaire d'identifier les limites de notre système et de montrer à chacun les conséquences des usages excessifs de celui-ci. C'est pourquoi il nous apparaît nécessaire de mener une enquête sur les pratiques médicales des usagers et des praticiens, pouvant être abusives. Peut-être seraient-elles révélatrice de comportements inadaptés sur lesquels nous pourrions ensuite agir. Aujourd'hui, notre objectif est de montrer que les abus de certains s'avèrent être un frein à l'accès aux droits pour tous.

Sans enfreindre la liberté de choix de chacun, l'outil informatique, doit être le support de contrôle des abus. Pourquoi-pas créer un logiciel national permettant de quantifier les abus. Certains praticiens dentistes déplorent des commandes de prothèses jamais retirées. Quels sont les moyens d'enrayer ces dépenses et ces comportements ? La gestion des médicaments dépasse les consommateurs ? Combien de pharmacies familiales regorgent de médicaments inutilisés. Ne peut-on pas individualiser les doses ? Ou gérer au plus près les prix des médicaments ?

Ce qu'il est important de comprendre, c'est que le cumul des abus de chacun, même s'il est exceptionnel mène notre système à sa perte. L'information et la répression nous semblent être les deux moyens pour lutter contre les abus.

Il nous semble aussi important de préciser que certains usagers par méconnaissance par exemple, n'utilisent pas leurs droits, il semble alors intéressant que les bénéfices obtenus par la lutte contre les abus servent à ceux qui s'interdisent d'avoir accès aux soins par exemple. Cela passe par de l'information, et de la prise de contact avec les usagers pour les informer de leurs droits.

Pour lutter contre la contamination du repli individualiste, nous pensons que la guérison passe par des actions menées par les acteurs de socialisation. A la manière de l'Education Nationale, pour le développement durable, nous proposons une sensibilisation à l'école, une utilisation du petit écran pour transmettre la valeur du partage. Une société qui ne respecterait plus l'individu laisse la place à une probable montée de l'égoïsme et de l'égoïsme.

Prenons comme exemple d'information possible par les médias, deux individus atteints d'un même cancer; l'un habitant en France et l'autre dans un pays ne bénéficiant pas d'un système de solidarité telle que la Protection sociale. Si la personne réside en France, la Sécurité sociale prend en charge, en partie ou en totalité, les frais déployés pour les actes médicaux ; alors que pour l'autre individu, s'il n'a pas les moyens financiers, il ne peut pas avoir accès aux soins. Cette situation qui s'inspire de la réalité, pourrait nous arriver si nous n'y prenons pas garde. Si le sens fondamental de la Sécurité sociale n'est pas expliqué et transmis aux jeunes générations par l'école, la famille, les structures d'accueil, qui le fera ? Nous comprenons aujourd'hui par la diffusion rapide des informations, que la solvabilité et la sécurité de chacun sont des éléments fragiles. Les événements douloureux de janvier 2015 en France, montrent à quel point la solidarité est nécessaire pour vaincre des destructeurs de valeurs. Soyons forts devant les obstacles, et nous pensons que l'éducation à la solidarité est à insérer dans les programmes. L'éducation civique et morale à la rentrée de 2015 permettra probablement de réaliser des projets allant dans ce sens.

Pour lutter contre le rejet du système de Protection Sociale, démontrons que la Sécurité sociale est toujours d'actualité aujourd'hui. Certains pour lutter contre la crise économique souhaitent relancer l'économie française en diminuant les cotisations. Or, C'est une ressource nécessaire. Il est de notre devoir de favoriser l'impact redistributif des prestations par une meilleure redistribution des richesses et d'accentuer l'information sur les comptes de la Sécurité sociale, et sur son fonctionnement.

La Mondialisation va vite et rend obsolète nos moyens de financement, nos entreprises s'installent là où le travail est parfois encore indigne, là où il y a peu de place au droit du travail, là où la main-d'œuvre est peu chère. Les conséquences, sont gravissimes pour notre pays, montée du chômage, baisse de la croissance, montée de l'anomie, bref baisse des ressources pour notre système de Protection Sociale. Nous ne pouvons pas accepter de ne pas imposer ceux qui partent pour gagner plus au détriment du pays d'origine.

La Sécurité sociale est un système toujours d'actualité parce qu'au-delà de l'argent elle a un sens qui passe de génération en génération. Ainsi maintenir l'équilibre financier d'une famille c'est garantir à tous une équité sociale, c'est contribuer à maintenir une paix sociale nécessaire pour favoriser les progrès d'une nation. Il en est de même pour l'accès aux soins. Le manque de cohésion sociale n'est pas dû à une contribution « exagérée » de la Sécurité sociale aux problèmes des familles mais bien parce qu'il existe des difficultés financières et sociales persistantes dû au contexte économique. Le rejet du système de Sécurité sociale est renforcé par un discours véhiculant la peur de la crise et favorisant ainsi le repli individualiste. Le rejet étant à la fois la cause et la conséquence de la montée de l'individualisme. L'accoutumance et l'abus sont les résultats du manque de conscience des avantages issus des aides de la Protection sociale.

Encore une fois, Madame la Ministre, les derniers événements l'ont bien montré. Devant le terrorisme et l'attaque des valeurs fondamentales de la République, le peuple a manifesté son indignation et son attachement à ses valeurs communes. La liberté d'expression a été bafouée, les français ont prouvé lors de manifestations fraternelles que tous étaient égaux en droit et que s'attaquer à la libre expression de ses opinions, c'est s'attaquer tout un chacun. Liberté, égalité et fraternité sont des valeurs toujours présentes et qui font sens aujourd'hui. Nous refusons de sacrifier l'une d'entre elles au profit de l'économie de marché par exemple. Si nous osons nous résigner à perdre la Sécurité sociale, c'est comme si nous acceptions de perdre nos valeurs d'égalité et de fraternité et comme si nous condamnions alors l'exercice de la liberté. Chacun doit pouvoir être libre de se faire soigner, de faire garder ses

enfants, de jouir d'une retraite, mais sans contributions fraternelles, nulle égalité.

Aujourd'hui aux détracteurs de la Sécurité sociale, à ceux qui entretiennent la peur et le sentiment paradoxale que seul on peut s'en sortir mieux, nous voulons leur dire qu'il n'y a point d'abus, de rejet, d'accoutumance à la Sécurité sociale qui justifient l'individualisme. Notre modèle de Protection sociale est l'un des meilleurs mondiaux et il est envié parce qu'il replace chaque individu comme étant l'égal de l'autre, peu importe sa condition sociale. La Sécurité sociale favorise le respect de la dignité humaine. Ainsi, chacun peut mesurer l'impact de sa participation.

Les jeunes d'aujourd'hui n'ont pas perdu le sens de la solidarité, ils ont pleinement conscience que leur liberté est garantie par le fait qu'ils soient prémunis des risques sociaux grâce à elle. Il est crucial pour éveiller l'esprit de conservation de ce système, de faire connaître l'importance inéluctable de la Sécurité sociale sur l'amélioration de la qualité de vie à toutes les générations. Mais il est important également de prendre en considération l'avenir des autres Etats en plus du nôtre pour cohabiter ensemble et construire la cohésion sociale entre tous les pays.

C'est pourquoi la jeunesse se porte garante de perpétuer les engagements, les convictions, les principes et les valeurs pour préserver le droit et la dignité humaine. La sécurité sociale matérialise depuis 70 ans ces valeurs par sa simple existence. Continuons à nous battre pour que subsiste la Sécurité sociale et au travers d'elle nos valeurs. Nous souhaitons vous dire en chœur et en quelques mots :

**« Nous sommes nés avec la Sécurité sociale,
Nous vivons avec la Sécurité sociale
Nous sommes Sécurité sociale. »**

Nous vous remercions de l'intérêt que vous voudrez bien porter à notre courrier.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de notre haute considération.

**Les Etudiants de la classe préparant au Brevet de technicien supérieur SP3S
« Services et Prestations des Secteurs Sanitaire et Sociale ».**



(1) Référence à la force, à la personnalité que Madame Veil dégage lorsqu'elle se bat pour des convictions contre des opposants qui essaient de la déstabiliser. (Observation de la personnalité de Madame Veil à travers divers supports /vidéos /discours/film).

(2) « gangrène » : Terme utilisé en écho aux maux, à la contamination.